

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 17 mars 2023

DATE DE PUBLICATION : 24 mars 2023

*L'an deux mille vingt trois, le vingt trois mars, à 20h30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle polyvalente de la Maison des associations, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID – M. BARAY – Mme SOW – M. JOLIVET – Mme HENRY - Mme MOUTAUX - M. RENOUF – M. TAVARES – M. TOUANE - Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme RASAMOELY à Mme HEUGUES
- M. BA à M. KHALID
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme BAYRAM à Mme SOW
- Mme CAYOUX à M. RENOUF
- M. LALOT à Mme PASCAUD
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LOISEAU

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme SOW

**OBJET :**  
**Modification des modalités de mise en œuvre du télétravail**

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 23 mars 2023

**OBJET :**  
**Modification des modalités de mise en œuvre du télétravail**

**Directeur de secteur** : Laurence SURIEU

**Service** : Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par** Ilda de ferran

**Mme Heugues** : Par délibération du 23 novembre 2021, le Conseil municipal a mis en place l'autorisation d'exercer en télétravail.

A ce jour, 34 agents bénéficient de cette modalité au sein de la collectivité, dont la plupart est affecté sur un emploi du temps à 4,5 jours par semaine.

Or, la délibération précise que la quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à un jour par semaine, en accord avec le responsable de service. En conséquence, le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à quatre jours par semaine pour un emploi à temps complet.

Cette disposition limite donc l'accès d'une grande partie des agents concernés à une demi-journée de télétravail, alors que dans les faits, le télétravail a lieu sur une journée entière.

Afin d'adapter le nombre de jours de télétravail avec la réalité du terrain, il est donc proposé de modifier la délibération de 2021 concernant les modalités de mise en œuvre, à savoir :

- Rappeler le principe d'une journée maximum de télétravail par semaine ;
- Préciser que le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur :
  - o à 3,5 jours pour un emploi du temps à temps complet ;
  - o à 3 jours pour un emploi du temps à temps partiel ou à temps non complet.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133,

**Vu** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature;

**Vu** le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

**Vu** la délibération du 23 novembre 2021,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 14 mars 2023

**DECIDE de modifier la délibération du 23 novembre 2021 relative à la mise en œuvre du télétravail comme suit :**

« La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à un jour par semaine, en accord avec le responsable de service, au sein de la Ville.

**En conséquence, le temps de présence sur le lieu d'affectation d'un agent exerçant en télétravail ne peut être inférieur :**

- à 3,5 jours pour un emploi du temps à temps complet
- à 3 jours pour un emploi du temps à temps partiel ou à temps non complet (sauf si l'emploi du temps est réparti sur 4,5 jours hebdomadaires)

Les autres dispositions de la délibération du 23 novembre 2021 sont inchangés.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	33	
Votes pour	33	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.